

Déclaration Sud Éducation Manche

Monsieur l'Inspecteur d'Académie,

Apprendre pour devenir un citoyen éclairé et émancipé n'est plus l'objectif premier pour ce ministère de l'éducation nationale. Depuis plusieurs années et surtout sous l'ère du président actuel, la lutte contre les inégalités scolaires est assujettie à l'employabilité des jeunes individu.es au marché du travail.

A la lecture du propos introductif de la note de service du ministère intitulé « Organisation de la découverte des métiers au collège de la classe de cinquième à la classe de troisième pour l'année scolaire 2023-2024 », il est annoncé clairement que la découverte des métiers et donc de l'entreprise, et ce dès le plus jeune âge, serait le remède aux injustices sociales et la solution pour entrevoir des perspectives d'avenir.

Mais cette prétendue lutte contre les inégalités scolaires ou soit disant égalité des chances sous prétexte de justice sociale n'est pas l'objectif premier de cette institution. Le système scolaire depuis trop longtemps n'est pas ce qu'il prétend être. Ce système scolaire manœuvre pour contraindre les futurs adultes de demain à être des individus soumis et obéissants au monde de la finance. Les classes sont trop chargées, les personnels en nombre réduit, les enseignant.es spécialisé.es pour remédier à la difficulté scolaire disséminé.es, les personnels médicaux-sociaux insuffisant.es, les éducateurs débordé.es par des tâches annexes...

Malheureusement, l'actualité vient nous rappeler la dureté du quotidien de tous les laissé.es pour compte et nous renvoie à la figure ce terrible constat de délabrement. Les réactions de colère dans les quartiers populaires interviennent quelques jours après l'annonce du Président au sujet du plan "Quartiers 2030". L'inadéquation de ce plan, par ailleurs peu ambitieux quant aux réductions des inégalités scolaires, est encore plus criant aujourd'hui qu'il ne l'était avant que la mort d'Alhoussein à Angoulême, de Nahel à Nanterre et ce à moins de quinze jours d'intervalle, ne mette au jour le racisme et la ségrégation sociale à l'œuvre dans les quartiers populaires. Les annonces du Président sur l'école, décidées à nouveau sans concertation, passent à côté des enjeux et ne répondent pas à la question pourtant centrale des moyens.

Aujourd'hui, tout dernier jour de cette année scolaire, la fermeture de quelques classes sera actée après celles déjà supprimées en grand nombre en mars dernier ; des collègues seront sans poste et en attente d'une affectation pour la rentrée prochaine ; les collectifs de travail, hier encore, à quelques heures de la fin des classes, étaient en attente de voir nommer tous les enseignant.es de l'école pour préparer la rentrée prochaine...

Monsieur l'Inspecteur d'Académie, pour ne pas rompre définitivement tous les liens, avec ceux et celles qui font l'école, et celles et ceux qui en ont besoin, nous n'attendons pas de belles paroles politiques mais des actes pour sortir de la logique de réduction des moyens attribués afin de promouvoir enfin, et réellement, un service public d'éducation de qualité et émancipateur.